

NATIONS UNIES
CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
GENERALE

T/OBS.5/30
7 juin 1954

ORIGINAL : FRANCAIS

PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE

Observations du Gouvernement français
en tant qu'Autorité chargée de l'administration

Note du Secrétariat : Les présentes observations ont trait aux pétitions énumérées ci-dessous, qui ont été résumées dans le document de travail du Secrétariat T/C.2/L.88/Add.1. L'ordre des observations dans le présent document est le même que l'ordre des pétitions dans ce document de travail.

Section :

Page

- | | | | |
|-----|-------|--|--|
| 1 - | IV. | Pétition de M. Joël Kouang (T/PET.5/228) | |
| 2 - | VI. | Communication du Bureau de l'Union des
Populations du Cameroun (T/COM.5/L.29 et Add.1). . | |
| 3 - | VIII. | Communication de M. Pierre Simon Nkén Tchallé
(T/COM.5/L.30) | |
| 4 - | X. | Pétition de M. Daniel Deno (T/PET.5/240) | |
| 5 - | XI. | Pétition de l'Union des Populations du Cameroun,
Section de Bafoussam (T/PET.5/243) | |

1. Pétition de M. Joël Kouang (T/PET.5/228)

Le pétitionnaire, né vers 1921 à Eséka, a été interrogé pour préciser l'objet de sa demande. Il a demandé à transmettre au Secrétariat général de l'ONU la mise au point ci-jointe sous couvert du Haut-Commissaire de la République française au Cameroun.^{1/}

Il affirme que son père était installé sur le terrain qui est actuellement occupé par la poste. Il reconnaît cependant tenir ce renseignement de personnes âgées car il n'a aucun souvenir de l'époque à laquelle le terrain a été occupé par l'administration.

Invité à fournir des indications relatives aux irrégularités qui auraient pu se produire dans les procédures de classement du terrain, il reconnaît se trouver dans l'incapacité de le faire et ignore s'il y a eu irrégularité.

Au surplus, il reconnaît qu'il lui est impossible de demander la destruction des bâtiments administratifs et il demande simplement une aide matérielle. Il ne peut cependant apporter aucun argument pour soutenir sa demande.

Il reconnaît que les autres membres de sa famille vivent à Eséka. Il déclare ne pas pouvoir demander un terrain de culture au chef local, parce qu'il est en mauvais termes avec lui.

Le pétitionnaire était employé comme boutiquier à Yaoundé par un commerçant de nationalité grecque. Il se trouve sans emploi fixe depuis le 31 janvier 1954, date à laquelle ce commerçant a fermé sa boutique pour s'installer ailleurs. Il déclare vivre depuis lors grâce à un commerce de produits vivriers qu'il va chercher en brousse pour les revendre à Yaoundé. Il déclare en outre n'avoir fait aucune démarche auprès de l'Inspection inter-régionale du travail. Il lui a été indiqué qu'il pouvait s'y faire inscrire sur la liste des demandes d'emploi.

Il lui a été indiqué également que s'il désire s'adonner à la culture, il lui appartient de demander au chef d'Eséka l'autorisation d'occuper un terrain et que, s'il estime le refus de ce chef injustifié, il peut solliciter l'intervention du chef de subdivision.

^{1/} Note du Secrétariat : Voir T/PET.5/228/Add.2

2. Communication du Bureau de l'Union des Populations du Cameroun
(T/COM.5/L.29 et Add.1)

Des observations relatives au conflit qui oppose l'administration du Territoire et les villageois de Mboebo ont été données en réponse à la pétition 5/246.^{1/} Le pétitionnaire semble avoir été mal informé, la décision à laquelle il se réfère et qui a, en effet, fait l'objet d'une publication au Journal Officiel du Cameroun du 30 décembre 1953, destitue de ses fonctions le chef de groupement Ngalimo et non KAMENI Gallemong, celui-ci étant mort depuis le mois de juillet.

Le pétitionnaire semble également avoir été mal informé en ce qui concerne la deuxième affaire qu'il signale. DONGMO Célestin, soupçonné de vol, avait été interrogé au commissariat de police de Dschang le 19 janvier 1954 puis laissé en liberté. L'enquête indiquant plusieurs éléments de présomption à son encontre, il fut de nouveau convoqué au commissariat, entendu et gardé à vue pour être déféré au Parquet le 25 janvier en fin d'après-midi. Dans la nuit du 26 au 27 janvier, il se plaignit vers 5h-30 de douleurs abdominales et fut transporté à l'hôpital ; il décéda en cours de route.

Le commissaire de police requit immédiatement le médecin-chef de la région de pratiquer l'autopsie du corps. L'autopsie révéla que le corps ne portait aucune trace de traumatismes et que le décès était dû à une cirrhose hypertrophique anascitique du foie.

Les conclusions de l'enquête ont été transmises au Procureur général près la Cour d'appel du Cameroun et la famille du défunt a porté plainte contre inconnu en se portant partie civile. La justice se trouve saisie de l'affaire.

^{1/} Note du Secrétariat : Voir T/OBS.5/27 section 1.

3. Communication de M. Pierre Simon Nkén Tchallé (T/COM.5/L.30)

Le pétitionnaire a déjà présenté ses doléances dans la pétition 5/126 ^{1/}, qui a été examinée par le Conseil de tutelle en sa 13ème session. L'Autorité chargée de l'administration ne peut que renvoyer aux explications déjà fournies et à celles qui ont été données verbalement au Comité des pétitions par le représentant spécial du Territoire. Elle affirme que toutes les accusations contenues dans la présente communication contre les représentants de l'administration sont sans fondement.

1/ Note du Secrétariat : Résolution 901 (XIII)

4. Pétition de M. Daniel Deno (T/PET.5/240)

Le pétitionnaire est planteur à Bafoussam et membre de la coopérative agricole des planteurs bamiléké de café arabica de Dschang (C.A.P.B.C.A.). Il n'a aucune capacité pour parler "au nom de tous les planteurs de la région bamiléké", ni même au nom des membres de la coopérative. Il a livré à cette coopérative un kilogramme de café en 1952 et vingt-deux kilogrammes en 1953, alors que la coopérative a traité 275 tonnes de café en parche au cours de la campagne 1952-1953.

* * *

La culture du caféier est réglementée au Cameroun par l'arrêté du 10 mai 1937 qui soumet à autorisation la création de nouvelles plantations de café. Cette mesure a pour but d'une part d'assurer la conservation des sols, en même temps que le maintien des cultures vivrières indispensables, d'autre part de maintenir à un niveau suffisant la qualité du café produit et l'état d'entretien des plantations, les parasites qui se développent dans une plantation créant un grave danger pour les plantations voisines.

Cette réglementation a déjà été soumise à l'examen du Conseil de tutelle, à l'occasion de pétitions de l'U.S.C.C. et de l'U.P.C. Le Conseil, en sa résolution 206 (VI), a décidé que cette question n'appelait aucune mesure de sa part.

En fait les prescriptions de l'arrêté de 1937 sont appliquées avec beaucoup de souplesse et l'administration fait preuve d'une large tolérance en cette matière.

L'adhésion à une coopérative n'est pas obligatoire. Il est certain cependant que le fait d'appartenir à un organisme ayant des moyens financiers et matériels suffisants pour assurer la lutte phytosanitaire ou l'engagement d'y adhérer sont des éléments favorables susceptibles de faciliter l'obtention d'une autorisation de planter. Un planteur qui justifie avoir lui-même les

moyens nécessaires pour obtenir cette autorisation sans aucun engagement.

Un grand . Un grand nombre de planteurs bamiléks, titulaires d'autorisations, ne font pas partie de la coopérative.

Par ailleurs, tout membre de la C.A.P.B.C.A. peut se libérer à l'égard de la coopérative à tout moment. La C.A.P.B.C.A. n'a aucun monopole et les planteurs peuvent former entre eux une nouvelle coopérative, à condition de présenter des garanties suffisantes et de se soumettre au contrôle du service de contrôle des coopératives.

Les statuts de la C.A.P.B.C.A. prévoient que chaque sociétaire s'engage, par son adhésion, à fournir à la coopérative la totalité de ses récoltes de café, moins un dixième qu'il peut conserver pour ses besoins personnels.

Le nombre des adhérents de cette coopérative a crû au cours des dernières années : il atteint actuellement 5.600.

* * *

La coopérative n'a jamais promis un prix de 250 francs par kilogramme de café, ne pouvant établir un prix d'avance puisque le prix au producteur est fonction de divers éléments inconnus en début de campagne : prix de vente à l'exportation, quantité de café livrée, montant des frais de gestion (soins gratuits aux plantations des coopérateurs : taille, sulfatage; frais de traitement du café et de commercialisation).

La coopérative n'a pas payé pour la campagne 1952-1953 205 francs le kilogramme de café Arabica au producteur, en deux versements de 180 et 25 francs, comme le dit le pétitionnaire. Elle a payé 190 francs d'acomptes à la livraison et 35 francs de ristournes à la fin de la campagne, soit 225 francs. Elle a ainsi payé très sensiblement plus cher que les acheteurs privés, tout en assurant gratuitement les soins à donner aux plantations de ses membres.

La culture du quinquina en pays bamiléké sort à peine de la période expérimentale. Des plants de quinquina ayant été distribués à des planteurs autochtones, ceux-ci, pressés de réaliser l'actif ainsi acquis, ont déjà exploité certains de ces arbres, encore qu'ils soient un peu trop jeunes pour permettre une exploitation véritable. Les écorces ont été vendues à des commerçants locaux, ou à la station expérimentale du quinquina, dirigée par M. LAGARDE, fonctionnaire du service de l'agriculture, conseiller à l'Assemblée territoriale, cette station fabriquant du sulfate de quinine dans ses laboratoires.

La station expérimentale a ainsi acheté en 1952 1767 kilogrammes d'écorces pour un total de 274.503 francs.

En 1953, elle a acheté des écorces pour un montant de 339.150 francs et elle a poursuivi ses opérations d'achat en 1954.

5. Pétition de l'Union des Populations du Cameroun, Section de Bafoussam
T/PET.5/243

Des observations ont été présentées sur les incidents de Foumban du 25 mars 1953 (pétition 5/211)^{1/} et le Conseil de tutelle les a déjà examinées. Des incidents du 12 décembre 1953 ont été également exposés en réponse à la pétition 5/232.^{2/}

L'Autorité chargée de l'administration n'a jamais affirmé que l'arrêté du 10 mai (et non du 10 mars) 1937, réglementant la culture du caféier, a été abrogé. Elle s'en est au contraire expliquée lors de la 6ème session du Conseil (Résolution 206 - VI). Des observations à ce sujet ont été en outre données en réponse à la pétition 5/240.

Elle n'a jamais affirmé non plus que la réglementation douanière avait été abolie et que la frontière avec le Cameroun britannique et la Nigéria était désormais ouverte à tout trafic. Elle a exposé, dans le rapport du territoire, les mesures d'assouplissement qui ont été prises en ce qui concerne le trafic frontalier. Les populations locales connaissent très bien toute cette réglementation et les contrebandiers, qui en tirent profit, la connaissent mieux que quiconque. Les pétitionnaires reconnaissent d'ailleurs que les victimes des incidents auxquels ils se réfèrent venaient de Koumba "pour faire leur commerce". Les incidents s'étant produits au Cameroun sous administration britannique, les autorités françaises n'ont aucune compétence pour en rendre compte.

L'Autorité chargée de l'administration maintient ses affirmations, en ce qui concerne l'affichage des mercunules de prix sur les principaux marchés, ainsi que sur l'application du régime des libertés publiques au Cameroun.

Les variations du prix du cacao payé au producteur résultent essentiellement des variations des cours mondiaux. Tous les planteurs autochtones connaissent fort bien ce phénomène. Les pétitionnaires semblent indiquer que les prix ont

Notes du Secrétariat:

1/ Voir T/OBS.5/18, section 2,

2/ Voir T/OBS.5/26, section 3.

monté par suite de la raréfaction du produit : c'est là un phénomène normal, mais il n'y a pas eu diminution de la production de cacao cette année au Cameroun.

L'Autorité chargée de l'administration ignore à quoi se réfèrent les pétitionnaires lorsqu'ils attaquent un texte nouveau réglementant le régime foncier. Aucune réforme du régime foncier n'est intervenue récemment et les règlements intérieurs des associations ne sont pas soumis à l'administration. Les "chefs de terre" ne sont d'ailleurs pas une institution nouvelle ; la plupart des tribus africaines ont effectivement un chef de terre qui répartit les droits d'usage sur les terres occupées par la tribu.
